Comité Social d'Administration Ministériel du 12 Novembre 2026

Face au silence assourdissant de l'administration sur des sujets essentiels pour les agents, la CFDT fait le choix de ne pas participer à ce CSA Ministériel

La CFDT a toujours à cœur de porter la voix des agents, d'être présente à chaque négociation, à chaque échange.
Mais pour discuter, il faut être deux, malheureusement de l'autre côté de la table, la concrétisation des engagements n'est pas au rendez-vous.

La liste des points non traités par l'administration est trop longue pour laisser le bénéfice du doute :

- ⇨ **La réforme de la NBI à la PJJ,** promise comme rétroactive au 1er janvier 2026, bloquée par Bercy à quelques jours de la mise en paiement.
  Bel exemple dans une direction où **les réformes statutaires pour les Cadres éducatifs et Directeurs de services PJJ piétinent encore et toujours !**
- ⇨ Aucune **discussion indemnitaire pour les greffiers et DSGJ** contrairement aux engagements signés.
- ⇨ Toujours pas d'ouverture des discussions sur **l'organisation des juridictions**
- ⇨ La poursuite de l'ensemble des engagements des **réformes des greffes** comme le **cadre greffier principal** ou encore **la reconnaissance des personnels administratifs** au sein de la DSJ.
- ⇨ Des discussions sur Les **EDMJ (emplois de direction du ministère de la justice) à peine débutées**
- ⇨ L'absence de mesures face à **la surpopulation et un mécanisme de régulation carcérale toujours inexistant**
- ⇨ La Direction générale de l'administration pénitentiaire et son inspection (IGAP) qui restent **des coquilles vides sans création de poste**
- ⇨ **Les réformes statutaires pour les DSP et DPIP** qui ne sortent pas
- ⇨ Des **carences RH majeures qui touchent aussi bien les missions et établissements** déjà en fonction que les missions nouvelles ou les nouveaux établissements alors même que ces derniers absorbent systématiquement les trop faibles créations de postes.
- ⇨ **La revalorisation des personnels de la filière sociale** portée depuis 2022 par la CFDT mais pour laquelle aucune réponse n'a jamais été apportée.

Pour adhérer à la CFDT :

@interco.cfdt.fr

@interco_cfdt_officiel

/interco_cfdt_officiel

/intercocfdt

INTERCO.CFDT.FR

12 novembre 2026

Et comme dernier acte pour marquer ce manque de volonté de l'administration :

L'absence totale de contact avec les organisations syndicales à la suite de leur départ du groupe de travail sur les plans de requalification de C en SA et de SA en attachés le mercredi 4 novembre.

Alors que les 4 organisations syndicales représentatives ont quitté la table et communiqué ensemble, aucune tentative de contact de l'administration !

C'est un manque total de considération pour les agents que nous représentons !

Aujourd'hui, si le Ministre souhaite vraiment que nous revenions à la table des discussions, il devra être présent avec des engagements concrétisés sur l'ensemble de ces points !